

L'ARGENT PEUT-IL CESSER D'AVOIR LE DERNIER MOT ?

*D'une économie de l'endettement
à une économie de la reconnaissance.*

- [1. Une vision nouvelle de la monnaie :](#)
- [2. L'origine, la circulation et l'extinction de la monnaie :](#)
- [3. Qu'est-ce donc que la monnaie ?](#)
- [4. Imaginer un meilleur système ?](#)
- [5. Que deviennent les échanges internationaux ?](#)
- [6. Plaidoyer adressé aux incrédules.](#)
- [7. Redéfinir les institutions.](#)
- [8. Appel au mouvement.](#)

1. Une vision nouvelle de la monnaie :

[Haut de page](#)

L'argent est partout. Personne ne peut s'en passer. Qui pourrait changer cet état de fait ? Et chacun passe à autre chose.

Eh bien non : un changement majeur est possible. L'argent continuera d'être partout mais il ne doit pas desservir l'intérêt collectif et au contraire y être consacré. Qu'il continue par ailleurs à satisfaire les besoins individuels n'est pas contesté ; c'est dans sa fonction. Nous voulons une monnaie au service du bien public qui est le bien de chacun et de tous. Cela est possible, même si les modalités sont à définir démocratiquement.

Un particulier, pour ses besoins courants, cherche dans son portefeuille ou use de son compte en banque. Pour des besoins plus importants, achat de logement, investissements d'une entreprise ou d'une collectivité, tout le monde s'interroge sur les possibilités et les conditions de prêts ; le plus souvent, pas d'argent sans emprunt ! Or il s'agit là d'une vue incomplète. Les concepts et mécanismes monétaires présentés ici (notamment dans le texte "[Qui bloque et débloque les milliards qui nous manquent ?](#) ") et ceux auxquels ils renvoient, permettent une analyse de ce qu'est réellement la monnaie.

Premier constat : il n'est pas facile de trouver une définition de la monnaie. En voici une, trouvée sur internet : "*La monnaie est une notion qui permet de déterminer qu'elle (sic) actif financier est la monnaie.*" Même en rectifiant la faute d'orthographe (quel actif ...), il faudrait plus qu'un doctorat en économie pour décrypter cette phrase savante. Le Grand Larousse encyclopédique (1963) est plus clair : "*Instrument légal des paiements*". On y lit aussi ce qui suit :

*" L'effort de compréhension a porté longtemps sur la nature exacte de la monnaie et sur les fondements de sa valeur. Les uns considéraient la monnaie comme une marchandise, dont la valeur provient de sa **bonitas intrinseca**. Les autres y voyaient un signe, un symbole ou un titre juridique. tirant sa valeur de l'autorité ou du consentement*

général.

De nos jours, la recherche d'une explication porte plutôt sur les relations entre , d'une part, la quantité de monnaie et, d'autre part, le mouvement des prix et l'activité économique générale".

Ainsi donc, dès 1963, on avait renoncé à penser la nature exacte de la monnaie. Depuis cette date, la non convertibilité du dollar en or a été décrétée par le Président Nixon le 15 août 1971. Le principe de libre circulation des capitaux avait été consacré dès 1957 (art. 56 du traité de Rome) pour la Communauté Economique Européenne, et n'a fait que se généraliser. La libéralisation des taux de change est acquise. Adieu la *bonitas intrinseca* qui évoque l'attractivité des métaux précieux ; replions-nous sur le **signe symbolique qui tire sa valeur du consentement général**. Consentement général fondé sur l'autorité de l'émetteur ? Si oui, de quel émetteur ? Ou bien ces signes symboliques (comptes courants en banque, billets et pièces) sont-ils acceptés **tout simplement parce que ça marche** ? Si tel est le cas, tout autre système qui marcherait - et de manière plus satisfaisante - serait donc aussi accepté.

La monnaie a beaucoup changé historiquement : la forme et la composition des pièces, les billets de banque (qui n'étaient autre chose que des reçus émis par la banque qui avait reçu des pièces en dépôt ; ils ne sont devenus "instrument légal de paiement" que plus tard en officialisation d'un usage pratique), les comptes de dépôts à vue, les chèques qui activent les mouvements entre ces comptes, les cartes bancaires venues s'ajouter aux chèques et bientôt Monéo qui viendra se substituer aux pièces si les banques réalisent leur objectif.

Retenons que la monnaie est **un ensemble de symboles socialement reconnus, constituant les moyens légaux de paiement, ensemble qui évolue continuellement avec la société.**

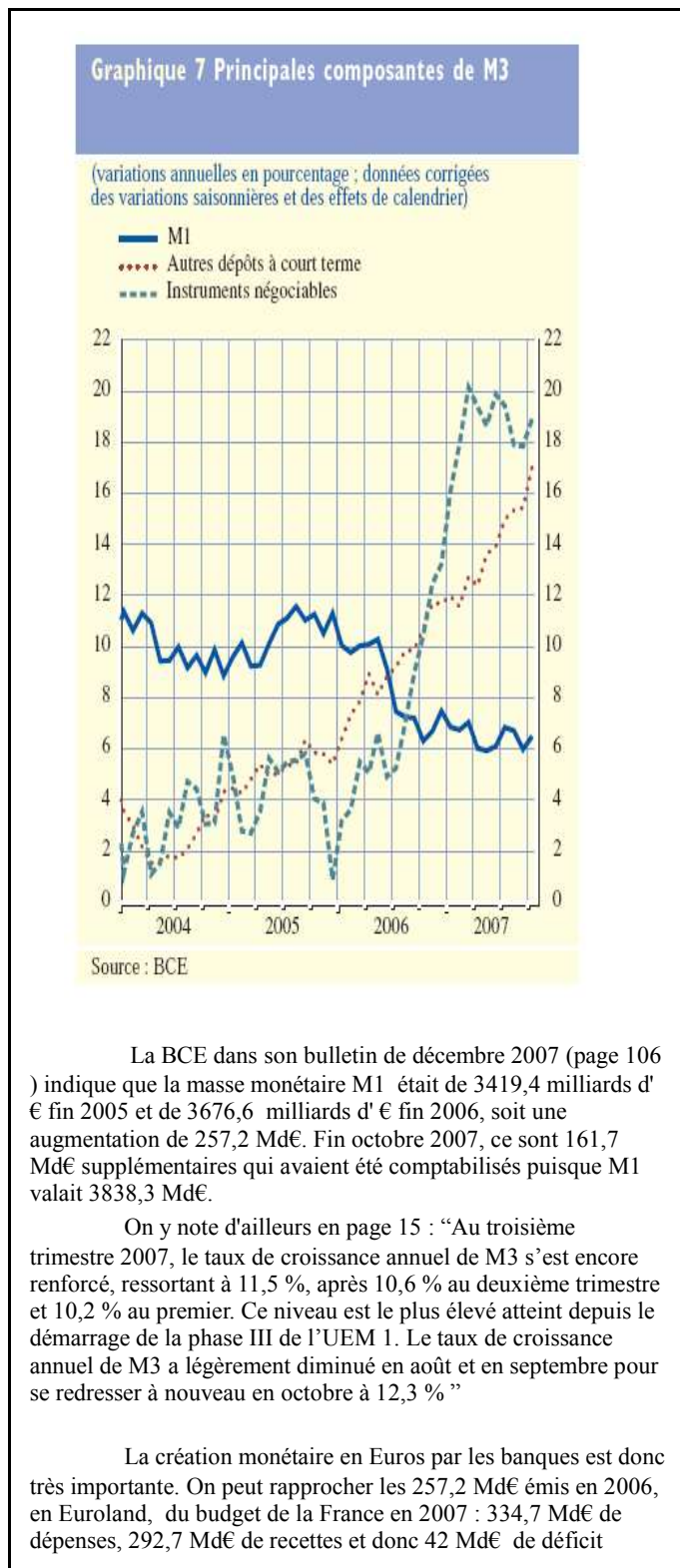
2. L'origine, la circulation et l'extinction de la monnaie :

[Haut de page](#)

Vous sortez d'un supermarché ; combien y avez-vous dépensé ? 25, 50 ou 150 € ? Certes vous avez payé vos achats avec cette somme, mais d'où venaient ces euros ? De votre salaire ou de votre retraite ...Et où sont-ils passés ? Sur le compte en banque du supermarché. On ne dépense pas l'argent comme on dépense un plein d'essence : **l'argent circule**. Il est sans cesse réutilisé alors que l'essence brûlée l'est à tout jamais. Faut-il pour autant en conclure qu'en matière de monnaie "rien ne se perd, rien ne se crée" ? Hélas non, surtout depuis que la monnaie a été complètement désolidarisée de l'or. **La quantité totale d'argent qui circule s'accroît** chaque jour. Il faut absolument comprendre **quelle en est l'origine**.

Pour vous, pour moi, pour l'Etat et en général pour votre entreprise l'argent circule. On en a ou bien on n'en a pas. On en donne ou on en reçoit. Mais **si votre entreprise est une banque**, comme tout le monde, elle fait circuler l'argent, mais **en plus, dans le même circuit** et tout à fait légalement **elle en produit ou elle en détruit selon le cas**. En Euroland les banques produisent actuellement de l'ordre de 6 % de monnaie en plus chaque année soit 200 à 250 milliards d'euros par an pour un total de M1 de l'ordre de 3800 Mds € (Source: Bulletin de la BCE de décembre 2007. Voir l'encadré).

Nous ne reprendrons pas ici l'explication des mécanismes financiers par lesquels cela se fait (voir ["Qui bloque et débloque les milliards qui nous manquent ?](#)). Curieusement, **la création monétaire par les banques est souvent niée par les agents des banques eux-mêmes** car elle est noyée dans la circulation générale et n'apparaît qu'au niveau du **bilan du système bancaire qui émet**



plus de crédits qu'il ne reçoit de dépôts. La création monétaire des banques se fait selon trois modalités :

- à partir de rien, sur la base des engagements pris par les emprunteurs de rembourser le capital et de payer des intérêts ; c'est la **monétisation des créances**.

- à partir de rien, pour régler ses propres dettes et achats. Ceci, qui est extraordinaire, n'est pas souvent mis en avant ; c'est la **monétisation des acquisitions d'actifs et des dettes**

- à partir de rien pour régler les achats de devises étrangères déposées par les clients ; c'est la **monétisation des devises étrangères**.

Une destruction de la monnaie est symétriquement pratiquée régulièrement :

- quand un client rembourse en tout ou partie un emprunt (que ce soit le capital ou les intérêts) ; c'est la **démonétisation des recettes**

- quand la banque vend un actif ou encaisse ses recettes ; c'est une **démonétisation des recettes**

- quand la banque vend des devises étrangères à un client ; c'est encore une **démonétisation des recettes**.

La monétisation est l'inscription sur le compte d'un client d'une somme qui n'est prélevée nulle part car elle ne préexiste pas à cette inscription. On dit, bien que cela ne convienne guère aux banquiers, que **la banque crée l'argent ex nihilo**. La démonétisation est l'effacement sur le compte d'un client d'une somme qui n'est versée nulle part ;

la banque renvoie l'argent au néant. Attention, *ces opérations ne sont pas toutes neutres pour le bilan de la banque*, notamment celle-ci diminue son passif en encaissant les intérêts des prêts et plus généralement ses recettes et renforce son actif en monétisant ses acquisitions. La banque est de ce fait une entreprise qui, comme toute entreprise, s'efforce d'augmenter l'écart entre son actif et son passif pour maximiser son bénéfice.

En résumé les banques travaillent

- d'une part avec l'argent de leurs clients qu'elles reprêtent à un taux supérieur à celui avec lequel elles rémunèrent ces clients ; cet argent leur coûte donc un peu.
- d'autre part avec de l'argent supplémentaire qui ne leur coûte presque rien quoique certaines contraintes conduisent à quelques frais.

La principale de ces contraintes est l'obligation de fournir des pièces et billets aux clients qui les demandent. Or ces moyens de paiement ne sont disponibles qu'en les "achetant" à la Banque Centrale. On comprend au passage pourquoi les banquiers ont tant cherché à promouvoir l'usage des chèques, des cartes bancaires et lancent maintenant Monéo : tout ceci diminue leurs frais auprès de la Banque Centrale. Comme l'argent déposé par les clients n'est lui-même issu que de la circulation de sommes elles-mêmes créées à leur origine – pour l'essentiel - par des prêts bancaires, on peut dire que **la totalité de l'argent en circulation rapporte à bon compte des intérêts aux banques.** (« *En 2005, les banques françaises ont engrangé de nouveaux profits record, plus de 21 milliards d'euros, en hausse de 30 %* ». Les Echos, mai 2006). Les prêts qui viennent à échéance étant statistiquement remplacés par d'autres prêts qui leur succèdent, le système est appelé à durer indéfiniment.

Ce système marche mais il marche mal. Combien ont besoin d'argent mais n'ont pas la capacité d'emprunt ? On ne prête qu'aux riches ! Parmi les gens solvables lesquels seront les premiers servis ? Les plus aisés qui présentent peu de risques ; ceux qui entreprennent dans les secteurs qui retourneront le plus d'argent. Rien pour le secteur social ; c'est le rôle de l'Etat qui le fera en augmentant les impôts ou sa dette. Et qui achètera les titres de la dette et en touchera les dividendes sinon les plus riches ? **De plus en plus d'argent pour les uns, de moins en moins pour les autres : c'est inscrit dans notre système** où l'argent a toujours le dernier mot.

En outre, **ce système tire les prix vers le haut.** Le vendeur fixe toujours ses tarifs en pensant à ce que peut payer l'acheteur. L'envolée de **l'immobilier** est-il si étranger aux revenus exorbitants d'une frange de la société ? On peut en dire autant de la **Bourse** qui attire aussi, il est vrai, une foule de naïfs qui se font gruger au premier coup de tabac. Et finalement, malgré les exploits statistiques pour afficher une inflation modeste, le mal se répand jusqu'au **prix de la salade.**

3. Qu'est-ce donc que la monnaie ?

[Haut de page](#)

La monnaie assure, dit-on traditionnellement, trois fonctions : c'est une unité de **compte** (l'action Alcatel-Lucent vaut aujourd'hui 4,23 €) ; elle est un moyen **d'échange** (je voudrais ce bouquet à 15 €) ; enfin elle permet la **thésaurisation** (mon fils a 120 € à la Caisse d'Epargne).

De ces trois fonctions **celle de moyen d'échange est fondamentale**, conformément d'ailleurs à la définition de Grand Larousse Encyclopédique donnée ci-dessus. En tant qu'unité de compte elle estime la valeur de ce qu'elle permet d'échanger. Thésaurisée, elle n'a de valeur que dans la mesure où elle conserve sa capacité d'échanges ultérieurs.

Trois fonctions qui méritent quelques commentaires :

- Noter qu'aucune de ces trois fonctions n'évoque l'enrichissement par l'argent. **Il n'est pas dans le nature de l'argent d'être un moyen d'enrichissement** ; c'est fondamentalement et d'abord un moyen d'échange.

- La faculté de conserver une valeur à l'abri du temps renvoie à la question de l'inflation. Historiquement on constate toujours une certaine inflation, fût-elle faible ; **on doit intégrer la dimension de l'inflation dans toute réflexion sur la monnaie**. Prêter plutôt que de thésauriser ne serait-il pas d'abord un moyen de préserver la valeur thésaurisée ?
- Il faut **distinguer le prêt d'argent existant préalablement du prêt créateur de monnaie par la banque**. Nous appellons le premier le "prêt mutuel". Quant au second, ne vous étonnez pas si votre banquier vous dit qu'il n'existe pas. Comme la banque prête en proportion des dépôts qu'elle détient - sans soustraire ceux-ci à l'usage des déposants - elle prétend parfois, à tort, qu'elle ne fait que reprêter ces dépôts. Cependant au niveau du bilan global des banques on peut constater que le total des prêts consentis est généralement (une crise grave pourrait inverser ce bilan) supérieur à celui des dépôts. Il y a bien création monétaire quoiqu'il pourrait aussi y avoir destruction monétaire.
- Il ne faut jamais confondre l'euro en tant qu' estimation de valeur (disons, l'euro-valeur) et l'euro en tant que moyen légal de paiement (nommons le l'euro-monnaie). Quand on évoque les millions ou milliards qui partent en fumée, il s'agit toujours d'euros-valeur ; **les euros-monnaie – sauf fraudes manifestes – sont toujours comptabilisés un par un**. Ils n'apparaissent ou ne disparaissent que dans les banques et ceci tout à fait légalement. C'est **cette émission-destruction des euros-monnaie par les banques qui est discutée ici**. Il va de soi qu'un patrimoine en euros-valeur peut être transformé en euros-monnaie et réciproquement. Toute somme en euros-monnaie vaut d'ailleurs exactement le même nombre d'euros-valeur par définition.

En résumé :

- l'argent est fait pour échanger des biens et des services et non pas pour être directement source d'enrichissement,

- la monnaie doit être gérée en limitant l'inflation à une valeur socialement acceptable à un moment donné.

- le "prêt mutuel" ne doit pas être confondu avec le prêt bancaire créateur de monnaie qui, lui, relève directement du système monétaire.

- nous contestons ici le bien-fondé socio-économique de l'émission-destruction des euros-monnaie légalement réservée aux banques.

4. Imaginer un meilleur système ?

[Haut de page](#)

Dans ces conditions peut-on imaginer un nouveau système monétaire, suffisamment simple pour être compris de tous, et en même temps acceptable par tous ?

En régime économique stable la masse monétaire n'a aucune raison de ne pas demeurer stable ; il n'y a aucun besoin de monnaie nouvelle. Cependant la plupart du temps l'économie est évolutive et il devient souhaitable qu'il y ait davantage ou au contraire moins de monnaie. Comment organiser la création-destruction monétaire, autrement dit l'émission de la monnaie ? Nous proposons de **conserver les mécanismes élaborés par les banques mais en les réservant à un Institut d'Emission qui, démocratiquement, relève de la collectivité**.

Les monnaies primitives avaient, semble-t-il, essentiellement une valeur intrinsèque ; elles n'étaient qu'une marchandise de substitution. Chacun acceptait une chèvre ou un mouton sachant qu'il pourrait ensuite trouver aisément à son tour un nouvel acquéreur. Quand l'usage des monnaies

métalliques frappées s'est répandu, la valeur intrinsèque s'est peu à peu atténuée au profit de la valeur symbolique liée au signe apposé par l'émetteur. Avec les billets de banque le signe atteint le second degré puisque ces billets sont initialement les symboles de sommes en pièces métalliques déposées en banque. Depuis plus de trois décennies, toutes les monnaies, en dernier le dollar américain (15 juin 1971), ont été déconnectées de l'or. **La monnaie est aujourd'hui entièrement dématérialisée.** Sa valeur ne repose que sur la crédibilité de l'émetteur ; celui-ci doit être le garant que la monnaie émise maintiendra sa valeur d'échange. Dans ces conditions nous proposons de prendre acte de la dématérialisation de la monnaie – contrairement à un courant qui suggère un retour à l'étalon or –et d'en faire reposer la valeur uniquement sur **la confiance accordée à l'émetteur.**

Quel émetteur ? Au niveau actuel d'évolution de nos sociétés, et peut-être en définitive depuis la nuit des temps, chaque individu ne peut faire confiance qu'à la société dans laquelle il est inséré. **Dans une société donnée, la monnaie doit être émise au nom de cette société elle-même qui seule en est le garant véritable vis à vis de chacun de ses membres.**

Comment une société pourrait-elle émettre sa monnaie ? Tout simplement par un **Institut d' Emission** public et selon les trois modalités aujourd'hui mises en oeuvre par les banques commerciales – qui se verront retirer cette fonction privilégiée – , en premier lieu **en monétisation ses dettes vis à vis de ses membres** et symétriquement en démonétisant ses recettes. Elle peut en outre accorder **des prêts aux conditions qui lui conviennent**, (prêts aux taux du moment, à taux réduit ou dons purs et simples c'est à dire subventions) et, c'en est le pendant, moduler les impôts et les taxes. Reste à examiner la **monétisation des devises étrangères** ; c'est la question du change sur laquelle nous reviendrons plus loin.

En termes plus accessibles aux non initiés, ceci veut dire notamment que, par son Institut d'Emission, **la société émet de la monnaie pour payer tous ceux qui assurent des prestations utiles à l'ensemble de cette société.** Cette monnaie est la reconnaissance d'une dette sociale vis à vis du prestataire du service ou du bien livré . Cette reconnaissance de dette est au porteur, c'est à dire qu'elle est transmissible au sein de la société. Voilà la nature exacte de la monnaie : **une reconnaissance de dette de l'émetteur vis à vis du receveur, reconnaissance indéfiniment transmissible à tout autre porteur reconnu par l'émetteur.** C'est la diffusion de cette monnaie dans la société qui en irriguera l'économie.

L'émission monétaire suppose donc une société organisée et solidaire, y compris sur le plan économique.

Cependant, comme les appartenances, les solidarités ne sont pas nécessairement exclusives. On peut être à la fois et authentiquement français, européen et citoyen du monde. Ainsi diverses monnaies peuvent vraisemblablement coexister à différents niveaux : elles constitueraient des monnaies communes capables de traduire les imbrications économiques. Au minimum, il y a les échanges entre économies voisines à assurer dans l'équité. Ceci nous ramène à la question des changes.

5. Que deviennent les échanges internationaux ?

[Haut de page](#)

Quand deux économies procèdent à des échanges commerciaux, si l'acheteur dispose de la monnaie du vendeur, celui-ci peut effectuer sa transaction comme si elle était entièrement interne à son économie puisqu'il reçoit la devise spécifique de cette économie. Mais dans le cas général la

transaction se fait normalement dans la monnaie de l'acheteur qui ne dispose que de sa propre monnaie pour régler son achat. Que peut faire le vendeur des devises étrangères qu'il vient d'encaisser ? Il peut à son tour procéder à des achats dans l'économie voisine. Il peut aussi simplement les échanger sur **un marché d'échange** contre sa propre devise. Il peut enfin les proposer au **rachat de son Institut d'Emission** qui, s'il accepte, les lui paiera en créant la monnaie nécessaire.

Noter que seul le rachat de devises étrangères par l'Institut d'Emission induit une création monétaire contrairement à la situation actuelle dans laquelle les rachats par les banques sont aussi créateurs de monnaie. C'est pourquoi nous évoquons un marché d'échange et non un marché de change.

En quoi la création monétaire par rachat de devises étrangères par l'institut d'Emission est-elle légitime bien qu'elle corresponde à une création monétaire ? En effet le vendeur transforme sa valeur monétaire dans sa propre monnaie et la conserve tandis que l'Institut d'Emission acquiert la même valeur dans la devise qu'il rachète. C'est ici que la véritable nature de la monnaie telle que nous l'avons définie permet de comprendre cette opération. La devise A est une reconnaissance de dette de l'économie A vis à vis des membres de l'économie A. Il en est de même pour l'économie B. Si un membre de l'économie A détient des devises B, il devient créancier de l'économie B. Pour devenir créancier de l'économie A, il doit se tourner vers son Institut d'Emission qui acceptera ou non d'échanger cette créance externe à A contre une créance interne à A. Si l'opération se fait, elle constitue une émission monétaire dans A mais elle n'annule évidemment pas la dette de l'Institut d'Emission de l'économie B. ***Le rachat correspond donc à l'introduction d'un intermédiaire dans la chaîne de reconnaissance de dette*** : au lieu de la créance de A sur l'Institut B, on passe à une créance de A sur l'Institut A et une **créance de l'Institut A sur l'Institut B**. L'Institut B peut détenir à son tour des créances sur l'Institut A. A ce niveau – celui des Instituts - il y aura donc **obligation de négociation de change** ; autrement dit, il est légitime et nécessaire qu'il existe une gestion des taux de change entre les Instituts d'Emission. C'est un paramètre de la **régulation monétaire entre les économies**.

Nous venons d'examiner le cas des échanges entre deux économies voisines en liant les notions de solidarité monétaire et de solidarité sociale. Or, comme on l'a dit, on peut se sentir et se vouloir français mais aussi européen, voire citoyen du monde ; les solidarités ont cette dimension englobante. Nous en concluons que *le principe de la cohabitation de plusieurs monnaies sur un même territoire ne devrait pas être écarté*. Ces monnaies communes devraient naturellement être émises au niveau et seulement au niveau de solidarité qui les garantirait. Les taux de change devraient être maîtrisés, et la création monétaire réservée aux Instituts concernés. *L'extension monétaire deviendrait alors un enchaînement des solidarités comme nous l'avons vu et non pas l'augmentation indéfinie de la dette des agents économiques*.

La création monétaire résultant du rachat de devises étrangères, comme celle par monétisation des dettes, génère une **monnaie permanente et gratuite**. Permanente car elle n'est pas appelée à disparaître au moment du remboursement à une banque émettrice ; gratuite car elle n'est pas soumise à intérêt. La création par prêt direct de l'Institut d'Emission qui resterait autorisée, en complément des prêts mutuels, conserverait au contraire la présence de monnaie temporaire (durée d'existence égale à celle du prêt) et payante au « taux de l'Institut ». Celui-ci y gagnerait le pouvoir de réguler directement les taux des prêts mutuels dans l'économie, un peu comme le fait aujourd'hui la banque centrale par son « taux directeur » sur le marché interbancaire. Personne en effet n'ira emprunter à un taux supérieur au « taux de l'Institut » s'il est assuré de se voir accorder ce taux par cet Institut. ***L'économie se trouverait donc alimentée d'une part par de l'argent non chargé d'intérêt et d'autre part par des « prêts mutuels » à taux maîtrisés.***

Remarque: la notion de monnaie « permanente et gratuite » ne doit pas choquer. Quand une banque commerciale monétise ses acquisitions d'actifs ou l'acquittement de ses dettes, ainsi que quand elle acquiert des devises étrangères, elle émet aussi de la monnaie qui n'est soumise ni à remboursement ni à intérêt. Cette fraction « permanente et gratuite » de la monnaie en circulation reste néanmoins modeste. Elle est émise pour les besoins propres de la banque. Nous proposons que ce mécanisme soit supprimé pour la banque mais appliqué par l'Institut d'Emission pour les besoins démocratiquement reconnus de la société.

6. Plaidoyer adressé aux incrédules.

[Haut de page](#)

Une telle conception de la monnaie peut-elle être entendue ? Quel universitaire la soutient ? Avec une monnaie aux mains des gouvernants, gare à l'inflation, voire à l'hyperinflation ! Que faites-vous de la finance aujourd'hui omni-présente ? Bref, pour beaucoup – et d'abord pour nos dirigeants - ce que nous présentons est totalement irréaliste ...

De telles réactions sont *plus dictées par le réflexe que par la réflexion*.

En réalité, l'enseignement supérieur de l'économie présente le fonctionnement du système monétaire en le prenant tel quel, sans autre critique que ponctuelle (du moins, je n'en connais pas). Il n'imagine pas autre chose (mais est-ce son rôle ?). Quant à l'enseignement de la finance, il capte nos éléments les plus brillants ; ingénieurs polytechniciens et centraliens peuplent les salles de marchés, et y amassent dans l'année ce que d'autres ne gagneront pas leur vie entière. Parfois quelque scandale fait la une des journaux comme celui de la Société Générale. A qui fera-t-on croire que ce monde est limpide ? Où est l'analyse critique des **conséquences économiques et sociales des flux de richesse gérés** ? Même les chercheurs les plus socialement motivés doivent modérer et édulcorer leurs propos sous peine de perdre toute crédibilité auprès de leurs pairs et, a fortiori, auprès des politiques et des médias. Il y a trop longtemps que cette situation dure, que la dérive est à sens unique, c'est à dire sert d'abord les détenteurs de capitaux ; il suffit pour s'en convaincre de reprendre une par une les nombreuses évolutions du système monétaire introduites dans la loi avec persévérance et sans aucune publicité. L'article 104 du traité de Maastricht est en l'aboutissement provisoire ([Art.104](#)). Or chacun constate les conséquences désastreuses des théories enseignées et insidieusement justifiées en arguant du prestige de l'autorité universitaire ; c'est à cette autorité de nous démontrer en quoi et pourquoi nos propositions ne seraient pas réalisables. Si elle continue de ne pas le faire, c'est qu'elle ne peut le faire.

Quant à l'inflation, c'est une réalité partout constatée. N'est-elle pas aussi socialement justifiable ? La monnaie est un **droit à consommer**, avec possibilité de délai du fait d'une certaine permanence de sa valeur , mais il s'agit d'un **droit à exercer dans un délai humainement raisonnable**, pas dans trente ans quand les réalités économiques n'auront plus rien à voir avec celles existant lors de la constitution de l'épargne. Si des évolutions radicales survenaient dans le système monétaire, ceux qui verraient leur pouvoir entamé seraient sans aucun doute les plus actifs à favoriser une inflation maximale et si possible une hyperinflation propre à leur redonner le pouvoir perdu. Nous admettons le risque d'inflation excessive, mais nous savons d'où il peut venir, pas du nouveau système mais des chausse-trappes auxquelles il sera soumis. La vigilance la plus exigeante et une ferme volonté politique seraient indispensables.

L'omniprésence de la finance risque de durer mais elle doit rentrer dans son rôle de **gestionnaire, sous contrôle de la loi, des capitaux circulant au sein de l'économie ou entre les économies**. Les financiers verraient leurs revenus diminuer ? Serait-ce une catastrophe ? Rappelons que la collectivité, dont ils font intégralement partie, disposerait de tous moyens monétaires pour

faire face aux besoins de la solidarité nationale à leur égard, ce qui n'est pas aujourd'hui le cas. Le changement de système pourrait se faire sans spoliation puisque la collectivité aurait la possibilité d'émettre la monnaie nécessaire aux dédommagements justifiés.

Quels avantages attendre du passage à une monnaie essentiellement émise comme reconnaissance de dette de la collectivité envers ses membres, c'est à dire **le remplacement d'une économie d'endettement par une économie de reconnaissance ?**

Rien de changé, ou presque, au niveau de chaque agent économique. Il continuera de percevoir ses revenus et de régler ses dépenses, ses impôts et ses taxes, de gérer ses avoirs et leurs rendements. Le chèque, les cartes bleues et autres Monéo, la mise en place de prêts continueront de justifier les prestations bancaires qu'il lui faudra rémunérer. Le taux maximum des prêts sera réglé par la loi de l'offre et de la demande comme aujourd'hui, sachant que le « taux de l'Institut » en réglera le seuil haut. L'inflation réelle sera modérée si la création monétaire reste modérée, tandis qu'aujourd'hui l'inflation des actifs financiers et immobiliers absorbe la production excessive de monnaie bancaire et produit les désordres que l'on sait. Il y aura de l'argent pour tout ce qui présente une utilité sociale, c'est même là qu'en sera la source : plus de budgets d'investissement familiaux, plus besoin d'en appeler à la charité publique pour les causes humanitaires ni à des franchises frôlant le ridicule pour sauver et re-sauver encore la Sécurité Sociale. Comme la part de monnaie non chargée d'intérêt ira croissant, la charge de ces intérêts obligatoirement insérée dans les prix ira en diminuant, ce qui devrait tout à la fois contribuer à l'**augmentation du pouvoir d'achat** et nous permettre de **ne plus être contraints de faire indéfiniment appel à la croissance**. La croissance n'est-elle pas, en effet, une obligation liée à la nécessité de payer les rentes financières. La modération progressive de ces rentes devrait aussi contribuer à la **réduction des écarts de revenus** et ceci favorisera la **cohésion sociale**, renforçant d'autant la **solidité monétaire**.

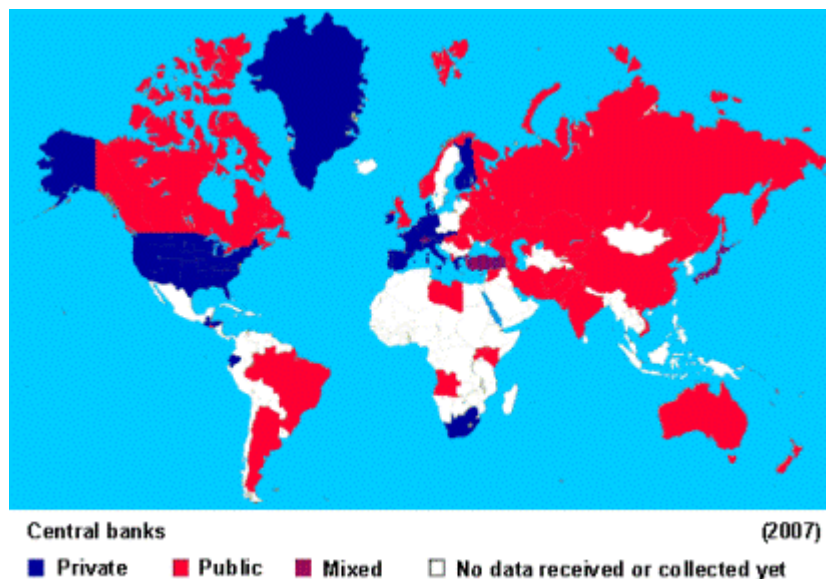
Peut-on craindre une démobilisation générale due à la difficulté de construire rapidement des fortunes financières ? Nous ne le croyons pas car ce moteur n'est pas, loin s'en faut, celui de la plupart des gens. Au contraire **la volonté humaniste**, dès aujourd'hui présente mais difficilement conciliable avec la recherche systématique de rentabilité, **trouvera un cadre propice** à son expression. Est-ce à dire que tout sera pour le mieux dans le meilleur des mondes ? Absolument pas et tout restera à faire, mais **le filet qui retient la société dans son ensemble sera déchiré**. Et pour les inconsolables, il restera toujours pour courir après la fortune la possibilité d'**inventer**, de **créer**, de **commercer** selon les règles d'une concurrence enfin « libre et non faussée » par les ambiguïtés monétaires.

7. Redéfinir les institutions.

[Haut de page](#)

L'organisation du contrôle et du pouvoir de l'**Institut d'Emission** est évidemment un point décisif. Il ne saurait être détaillé ici d'autant qu'il relève de l'exercice de la démocratie. Nous affirmons en effet que **le pouvoir monétaire ne doit pas échapper à la démocratie**. Comment ? C'est affaire de droit constitutionnel, mais si nous voulons bien admettre, comme nous l'avons expliqué, que la monnaie n'est par nature qu'une reconnaissance de dettes de la collectivité vis à vis de ses membres pris individuellement (dette au porteur), il devient évident que la monnaie ne peut relever que de la collectivité. C'est aussi une condition nécessaire pour qu'elle devienne facteur de bien-être et de cohésion sociale. Faut-il ou non conserver une banque centrale (c'est à dire une banque réservée aux banques) distincte de l'Institut d'Emission pour gérer les compensations entre les banques ? La question reste ouverte, mais il y a bien deux fonctions à ne pas confondre : l'émission monétaire réservée à ce que nous appelons l'Institut d'Emission, à placer dans le domaine public, et la gestion des flux entre banques qui est la fonction « banque centrale » et pourrait rester

du domaine privé (voir la carte du statut des banques centrales dans le monde en 2007).



Les questions de change qui règlent les interfaces entre économies relèvent de même des rapports entre collectivités ; ces rapports, comme ceux internes à chaque société, doivent cesser d'être des rapports de compétition de marché pour devenir des rapports pacifiques de coopération. Les manquements aux règles, qui sont hélas inévitables, sont à traiter dans un cadre juridique cohérent à définir.

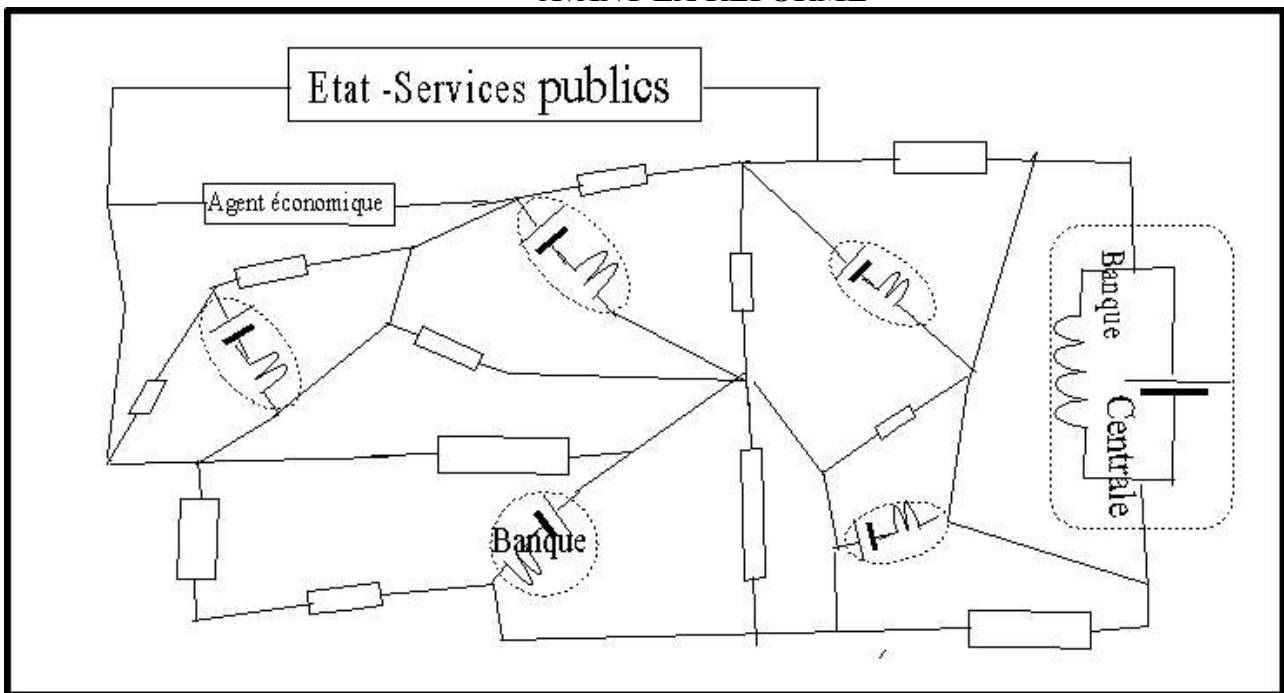
La question des **impôts** et **taxes** est elle aussi fondamentale : elle est liée à **la destruction monétaire qui est le pendant indispensable de toute création monétaire**. En régime stabilisé – et nous voulons des sociétés stables – nous avons besoin d'une destruction monétaire strictement égale à sa création. L'économie est comme un vaste réseau électrique fermé sur un générateur unique que serait l'Institut d'Emission : sous l'effet de sa différence de potentiel, l'intensité qui revient vers ce générateur est identique à celle qui en sort. Cette comparaison trouve sa limite dans le fait qu'en matière de destruction monétaire, nous ne devrions pas nous limiter aux impôts et taxes ; il faut aussi évoquer le cas des **services publics payants**. C'est aussi un retour de monnaie vers la collectivité ; cette possibilité peut être envisagée en toute sérénité dans la mesure où **l'économie serait irriguée convenablement dans tous ses secteurs**. Avec cette monnaie véritablement sociale car émise par la société et au service de la société, il est techniquement possible de le faire. Si cet objectif n'est pas atteint, le jeu démocratique normal est là pour sanctionner le pouvoir monétaire et le placer en d'autres mains.

Oui, cette vision de la monnaie est techniquement possible. C'est un circuit bien identifié car centré sur un Institut d'Emission unique émettant une monnaie solide et non ambiguë car garantie par la collectivité dans son ensemble. Son émission est la reconnaissance collective d'une contribution à l'augmentation du bien-être collectif ; et sa destruction par les impôts, les taxes ou les achats de services publics est la reconnaissance que ce bien-être est effectivement reçu. C'est un **assainissement radical de la situation présente** qui, malgré les faux-semblants, ne repose déjà en dernier ressort que sur la société elle-même.

Brossons en quelques lignes le tableau de la confusion actuelle. Au niveau d'une monnaie particulière comme l'Euro, aucun circuit unique ni même aucune monnaie non ambiguë (voir les

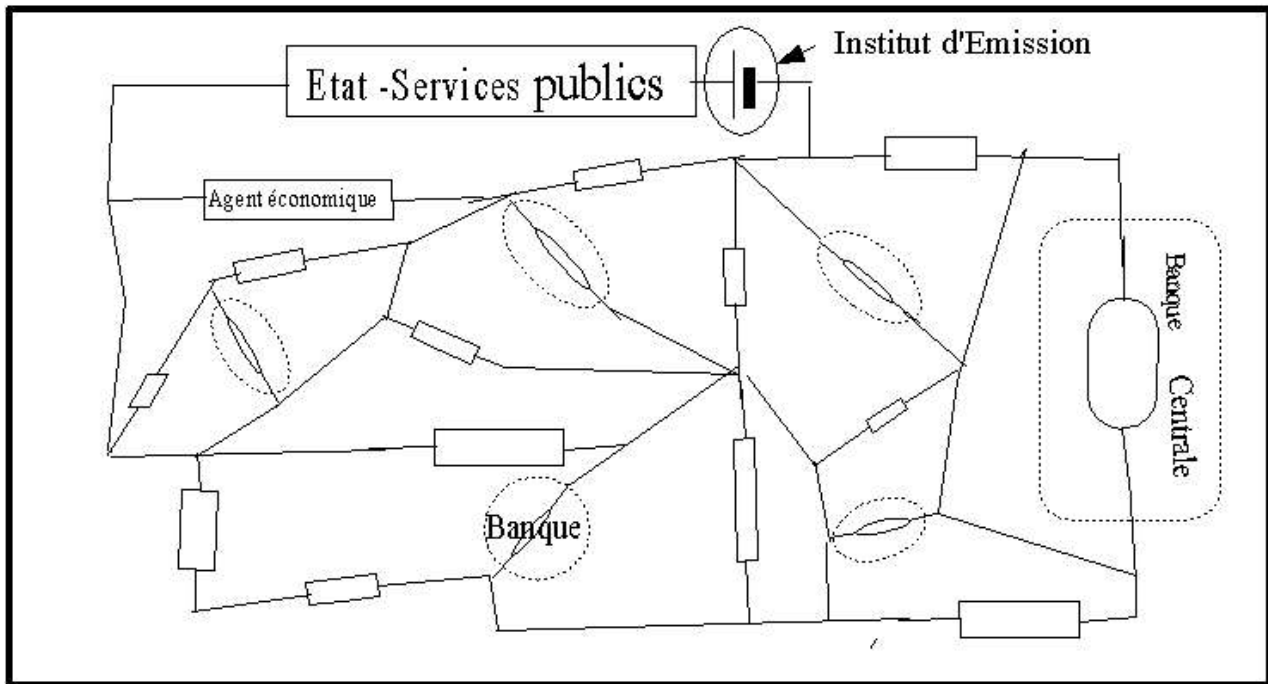
schémas évocateurs ci-après). Même les théoriciens les plus bienveillants savent que l'émission monétaire est directement liée aux prêts consentis à qui elles veulent par les nombreuses banques commerciales. La Banque Centrale n'a qu'un rôle de régulateur par le biais de ses taux directeurs (répercutés aux agents économiques dans la mesure où les banques y consentent - un couplage par inductance en quelque sorte !) et par le niveau – ridiculement faible – des « Réserves obligatoires » - peu efficaces puisque rémunérées ! Ce que ces théoriciens savent aussi, mais personne ne le crie sur les toits, c'est qu'il y a euros et euros : les euros de la BNP ne sont pas ceux du Crédit Agricole. Ce ne sont pas non plus ceux de la Banque Centrale: il y a les monnaies bancaires et la monnaie centrale. Si vous êtes client de la BNP vos avoirs sont en monnaie BNP. Recevez vous un chèque d'un client du Crédit Agricole, il est en monnaie Crédit Agricole. Mais attention, quand ces deux établissements règlent leurs comptes – c'est la compensation - ils le font en monnaie centrale, celui de leur banque commune. Tout se passe comme si chaque banque refusait sa confiance à la monnaie de sa voisine. Tous ces mécanismes, déroutants pour le néophyte, trouvent leur origine dans les dérives historiques du système, dérives toujours instaurées au bénéfice ... des banques. Voilà ce qu'il faut comprendre quand on vous dit qu'il n'y a ni circuit unique, ni monnaie non ambiguë ...

AVANT LA REFORME



AUJOURD'HUI, nombreux générateurs faiblement couplés à une banque centrale

APRES LA REFORME



DEMAIN un seul générateur alimente toute l'économie (publique et privée)

Ce tableau est encore incomplet : plus de contrôle des changes ! libre circulation des capitaux ! Et nous voilà dans le dérèglement le plus total, sauf pour quelques Etats qui ne s'en sont pas laissés compter. Connaissez-vous les « fonds souverains » qui semblent source d'inquiétude pour la finance internationale ? A force d'émettre des dollars ou des euros par endettement de leurs économies et d'acheter le pétrole ou les produits fabriqués à l'étranger, ces dollars et ces euros sont devenus propriété de l'étranger. Mais la propriété de la monnaie, par définition, peut finir par se transformer en propriété des actifs. Et voilà nos fournisseurs capables de devenir nos propriétaires et d'exiger de notre part ce que nous exigeons de nos propres débiteurs. Tel est pris qui croyait prendre. Nous aurons fière allure quand nous chercherons trop tard à changer les règles d'un jeu qui nous sera devenu défavorable.

La situation est complexe, embrouillée, injuste, dangereuse. Il en a toujours été ainsi, diront les irréductibles. Il vaut mieux laisser faire que d'intervenir à contresens.

Cette attitude est un choix. Ce n'est pas le nôtre et l'histoire humaine est avec nous. Les hommes se sont combattus, tués, soumis. Ils se sont aussi organisés, rapprochés, alliés, mélangés et finalement associés. Il est urgent de clarifier et de pacifier nos échanges. La guerre économique universelle n'est pas inscrite à jamais dans notre monde. Peut-être la guerre climatique qui s'annonce nous obligera-t-elle à fermer ce front plus tôt que prévu. Pour cela, il nous faut des monnaies socialement et économiquement saines. Les monnaies actuelles ne le sont pas.

8. Appel au mouvement .

[Haut de page](#)

Assainir les monnaies ? Reste à savoir comment le faire.

Il y faut une volonté commune, c'est à dire **une volonté politique**. **Ce n'est pas affaire de "droite" ou de "gauche" ; c'est une démarche humaniste**. Toutes les familles de pensée ont leurs humanistes, tant nos vies et nos histoires personnelles sont ici déterminantes.

J'en appelle aux professionnels de la finance. Qu'ils se penchent sur l'histoire de la banque ; qu'ils n'orientent pas d'énormes flux monétaires sans s'interroger sur les conséquences sociales ; qu'ils gardent leur sens critique vis à vis des idées reçues et enseignées dans leur milieu professionnel (origine de l'inflation monétaire, des "risques" à gérer, de l'inflation des actifs financiers et immobiliers, de l'explosion des profits des banques, de la pratique du secret...). Gérer l'argent méritera toujours un salaire mais prélever systématiquement un intérêt sur tout euro qui circule – ou presque – doit interpeller la conscience des dirigeants, des cadres et des employés de banque. Savent-ils que l'euro qui échappe à tout intérêt n' a vu le jour que pour les besoins propres de la banque ?

J'en appelle aux politiques qui finissent souvent contre le mur des contraintes budgétaires. Combien ont voté l'article 104 du traité de Maastricht comme allant de soi puisqu'ils étaient européens convaincus ? Inattention ? Suivismes économique ? Qu'ils s'informent et se méfient des évidences convenues ! Il faut choisir : continuer de déshabiller Pierre pour habiller Paul, c'est à dire se soumettre à la rareté organisée de l'argent, ou faire ce qui doit être fait et payer ceux qui le font, c'est à dire user des symboles monétaires pour les besoins socialement réclamés et démocratiquement consentis.

J'en appelle aux économistes de toutes écoles. Tous ont appris que la banque monétise ses actifs et ses dettes ; qu'elle démonétise ses recettes. Pas l'ombre d'un doute à ce sujet, en effet. Est-ce que cela les dispensent de s'interroger ? En a-t-il toujours été ainsi ? Le « Circuit du Trésor » pendant les Trente Glorieuses (hier donc) qui correspondait à un reliquat d' émission monétaire pour les besoins de l'Etat a-t-il été si dommageable pour notre pays ? Pourquoi les choses ont-elles changé dans le sens d'un abandon total de toute émission pour l'Etat et non pas, au contraire, d'une émission réservée à l'Etat ? Pourquoi cette dictature de la finance tout autour de la planète et pourquoi, messieurs, seriez-vous à son service ? Faut-il perpétuer les profits de quelques-uns ou satisfaire les besoins de tous ? Je sais ce que vous pensez : les profits des uns profitent finalement à tous ! Certes, les progrès de l'agriculture ont aussi permis de mieux nourrir les esclaves, mais personne ne veut plus de l'esclavage. Il y eut des cycles de famine et d'épidémies comme il y a encore des cycles économiques. Pourquoi chercher à vivre avec ceux-ci au lieu de les éradiquer comme ceux-là l'ont été ! Et si cela passait par la régulation des échanges économiques, c'est à dire par la maîtrise de la monnaie qui n'en est que la comptabilité.

J'en appelle aux scientifiques qui connaissent le sens du doute méthodologique et savent la nécessité de rechercher l'objectivité. Ils ne sont pas plus désintéressés que d'autres, mais peut-être sont-ils mieux à même d'en prendre conscience. Je les invite à censurer leur modestie qui interdit généralement à chacun de sortir de sa spécialité. Or collectivement ils ont une capacité d'analyse qui devrait être appliquée aux problèmes de société, comme elle a fini par l'être, par exemple, aux problèmes de santé. Le comportement des agents économiques n'est-il pas susceptible d'être décrit en termes statistiques. Partant de là, serait-il si difficile de simuler des schémas monétaires comme ceux évoqués au paragraphe 7 ci-dessus (voir « aujourd'hui » , « demain après réforme ») et d'en

tirer des enseignements ? Bien sûr, il ne faudrait pas attendre d'une telle approche (qui ferait utilement appel aux calculs dits de Monte Carlo) plus qu'elle ne peut donner. Les calculs météorologiques ne peuvent prévoir le temps au delà de quelques jours ; ils n'en sont pas moins légitimes.

J'en appelle aux associations à vocation humanitaire, constamment à la recherche de financements. Le 12 février 2007, un économiste de renom évoquait avec émerveillement sur une radio nationale – à propos des médias publics – un mode de financement pratiqué aux U.S.A. : un tiers par l'Etat, un tiers par les fondations, un tiers par appel aux dons charitables. Voilà une perspective motivante : l'Etat c'est à dire nous qui payons l'impôt, les fondations c'est à dire nous encore grâce à qui les fortunes à l'origine de ces fondations ont pu se construire, la charité publique enfin et ce sera toujours nous, tandis qu'ils continueront d'accumuler et de nous paupériser. Réfléchissons à qui paie, mais apprenons aussi où et comment pousse la monnaie : aujourd'hui dans les banques moyennant remboursement complet du capital et des intérêts alors que nous pourrions la cultiver nous-mêmes.

J'en appelle à vous les journalistes. Avant votre école de journalisme, vous avez souvent fait celle des Sciences Politiques, dit-on. Votre cursus vous a valu quelques heures de cours sur l'histoire de la monnaie et le fonctionnement de la banque. Vous savez vous informer ; vous n'ignorez donc pas que ma position n'est pas si originale et que d'autres minoritaires – faut-il dire originaux ? - en France et à l'étranger la défendent. Qui parmi vous a déjà publiquement traité ou fait traiter ce sujet ? Ce ne serait pas réaliste direz-vous. N'avez-vous pas le devoir de vous faire une opinion personnelle et d'informer objectivement vos auditeurs.

J'en appelle aussi à vous, simples citoyens qui constatez que des millions ou milliards d'euros s'accumulent ici et font défaut là. Vous croyez que c'est ainsi : il y a des tables où le vin coule, d'autres où il faut se contenter d'eau. Eh bien non ; à l'ombre des bilans, certains changent l'eau en vin ! Tout cela n'est que conventions comptables tout à fait compréhensibles si vous êtes curieux de les comprendre et si l'on veut bien vous les expliquer. Exigez la clarté et la transparence sur l'origine des euros dont nous avons besoin et que nous sommes collectivement contraints d'emprunter.

La monnaie est comme le sang irriguant les organismes vivants que sont nos sociétés. Notre système sanguin est aujourd'hui dérégulé : certains membres souffrent d'hypervascularisation et d'autres de nécrose ! Si mon bras souffre, je ne l'en rends pas responsable ; je cherche à le soulager et à retrouver ma joie de vivre avec ma santé. Il est urgent que les problèmes sociaux, et en premier celui de l'argent, soient traités dans leur globalité et dans le seul cadre qui vaille, celui de la solidarité sociale.

[Haut de page](#)

Jean Jégu, le 23 février 2008